

Conclusion générale

L'étude des systèmes fonciers du bassin du fleuve Niger, plus spécifiquement des zones Office du Niger et CMDT, nous a permis de comprendre que le bassin cotonnier a été au fil des siècles l'objet d'enjeux économiques et politiques à cause de sa fertilité et de sa richesse en ressources naturelles : terres de culture, terres de pâturage et eaux pour la pêche. C'est pourquoi cette région a été le centre des grands royaumes et empires qui se sont formés dans la deuxième moitié du premier millénaire. Malgré les changements politiques et socio-économiques, le mode coutumier de tenure foncière est resté relativement intact jusque vers la fin du XIXe siècle avec les différentes conquêtes françaises.

Même après la conquête totale du Soudan, les pratiques coutumières n'ont pas été influencées par la civilisation française sauf pendant et après la création de l'ON, avec les déplacements massifs et les vagues de colons venus d'ailleurs à travers le Soudan. C'est la création de l'ON, puis celle de la CMDT dans les années 1970, qui ont profondément bouleversé les structures foncières, la conscience des paysans et les rapports à la terre dans les régions intéressées.

Les Français, en dépit de leur volonté de faire du Soudan un fournisseur en culture industrialisée et de le transformer en grenier de l'AOF, en dépit de leur volonté de mécanisation de l'ON à travers des investissements colossaux, l'édiction de textes législatifs et la colonisation des zones pour la production de la culture de rente, n'ont pas pu maîtriser les paysans.

Après l'indépendance, le nouvel État qu'était le Mali, malgré sa politique socialiste, n'a pas édicté de lois relatives au foncier, et les textes coloniaux seront toujours en vigueur au cours de la première décennie. Le gouvernement socialiste, qui voulait aussi faire du Mali le grenier de l'AOF, a basé toute sa politique de décollage économique sur les paysans, avec un système socialiste lourd et brutal qui a conduit les paysans à la résistance sous plusieurs formes et réduit le système communiste à néant.

Après le changement de régime en 1968, des changements importants furent introduits à l'ON en 1970. Contrairement au régime socialiste, le régime militaire prônait la culture du riz à bas prix pour nourrir les villes. C'est ainsi que la junte a abandonné les champs collectifs pour développer des coopératives à

vocation désormais économique plutôt que politique. Le gouvernement militaire a abandonné la culture du coton au profit du riz et a engagé l'extension des superficies aménagées tout en entamant d'autres actions. Malgré ces changements de politique, le régime a maintenu ou renforcé des mesures autoritaires pour contrôler les paysans et les filières en créant le système de police économique et d'obligation de vente. Cette situation a contribué à renforcer la situation précaire des paysans.

De 1970 à 1980, l'exploitation familiale individuelle a été encouragée par l'État, qui orientait son effort vers la monoculture du riz en renforçant ses structures de contrôle de la production paysanne. Après une brève augmentation de la production vers la fin des années 1970, elle chuta. Cette chute provoqua la dégradation de la situation des paysans et des aménagements. La période de libéralisation et de réhabilitation a commencé au début des années 1980 sous la double pression des paysans et de l'extérieur. Après l'abolition de la politique économique en 1984, l'État responsabilise les producteurs avec la mise en place d'associations villageoises (AV) ; le relèvement du prix du paddy et sa libéralisation commencèrent en 1986. À cela, s'ajouta le premier contrat-plan entre l'État, l'ON et les exploitants agricoles, qui fut signé en 1995. Vers 1988-1989, le projet Retail aidera certaines AV à opérer des achats groupés d'engrais et de bœufs de labour. En contraste avec les années de la colonisation et la première décennie de l'indépendance, on observe une meilleure efficacité hydraulique et une grande liberté individuelle familiale, qui se sont traduites par une meilleure efficacité économique. Mais le revers de ce boom économique a été la surpopulation, combinée à la migration et à l'insuffisance des terres aménagées, qui ont provoqué à leur tour l'appauvrissement des paysans.

À partir de 1996, le décret de gérance de l'ON est en vigueur et favorise une association plus poussée des paysans à la gestion des espaces irrigués, avec la création du Comité paritaire de gestion des terres (CPGT) et du Comité paritaire de gestion des fonds d'entretien du réseau hydraulique secondaire (CPGFE). Malgré ce décret de gérance et la création de ces comités, dix ans plus tard, à cause de l'insuffisance des espaces d'aménagement et du boom démographique, les critères d'attribution du décret d'application sont inapplicables.

Nous avons discuté du fait que les Français, pour encadrer les paysans indigènes, avaient encouragé la création de mouvements associatifs après les expériences des Sociétés indigènes de prévoyance et des Associations agricoles indigènes. Des mutuelles et des sociétés de mutuelles pour le développement rural ont été encouragées et créées. Beaucoup de ces organisations paysannes ont pris appui sur les formes d'organisation communautaires traditionnelles (*Tons* = Associations) qui constituaient l'un des piliers de la société bamanan malinké. Plus d'un demi-siècle après, ce sont ces Organisations paysannes (OP) qui constituent toujours le socle de l'organisation des activités communautaires socioculturelles et de défense du village.

Le rôle de ces institutions dans l'évolution du monde paysan et de son environnement économique et social devient de plus en plus important à cause de la pression de la Banque mondiale et du désengagement de l'État dans les filières agricoles. Ce qui conduit inéluctablement à une certaine autonomie, tant par rapport aux autorités villageoises que par rapport aux autorités administratives.

Les raisons de cette évolution des OP sont la responsabilisation croissante des producteurs, le désengagement de l'État, les aléas climatiques et le processus de démocratisation. Auparavant, les initiatives des OP se limitaient aux grandes filières agricoles ; après le début des Programmes d'ajustement structurel (PAS), elles se sont étendues à toute la paysannerie et les ONG nationales ont commencé à en créer ou à en encourager la création.

Les initiatives publiques qui visent une modification des principales institutions au niveau national, sectoriel et local et dans lesquelles s'impliquent des OP nous montrent que le secteur du développement rural est en profonde mutation (décentralisation, élections locales etc.). Une mutation qui s'est accélérée durant la dernière décennie. Cette mutation se fait aussi et surtout sur fond de concertation (comme dans l'exemple de la LOA) entre l'État et le monde rural.

La privatisation de la CMDT entre aussi dans le cadre du développement par la propriété individuelle à travers le désengagement de l'État. Le statut des coopératives a été réformé pour qu'elles soient des entreprises privées. Le processus de transformation des AV en coopératives de producteurs de coton a commencé en 2004, dans le but de créer des unions de coopératives capables de constituer des faitières interlocuteurs de l'État, de la CMDT et des bailleurs.

Dans le Mali-Sud en général, et à l'ON en particulier, à côté du modèle actuel de production basé sur des exploitations agricoles familiales, le secteur agro-industriel, dominé par les nantis privés des grandes villes et de l'extérieur du pays, est encore loin de se réaliser à une grande échelle. Ce sont les agriculteurs familiaux qui bénéficient des nouveaux aménagements à l'ON. Dans le futur, dans les zones CMDT tout comme à l'ON, nous assisterons de plus en plus à l'éclatement des grandes familles qui s'est déjà amorcé il y a plus de vingt ans, avec ses conflits d'intérêts.

Au terme de notre étude diachronique et juridique des systèmes fonciers au Mali, nous constatons qu'après plus d'un siècle d'interactions de logiques étrangères et locales dans le bassin du fleuve Niger, des changements remarquables sont en cours dans le monde paysan et tendent vers une diversification des catégories de la propriété privée, ainsi que vers une sorte d'individualisme complexe avec ses conflits d'intérêts variés.

Le processus de l'individualisation des droits sur les ressources naturelles en général et sur le foncier en particulier fait des progrès au Mali, avec ses avantages et ses inconvénients pour la population paysanne. L'évolution vers une plus grande privatisation et individualisation collective ou individuelle est inévitable dans un

contexte de changement de mentalité, de monétarisation des transactions foncières et d'avancée de la mondialisation, qui implique des influences exogènes. Ces influences exogènes ont commencé depuis le jour où le premier explorateur a foulé le sol d'Afrique. C'est à partir de cette époque que le processus de mondialisation a commencé pour l'Afrique. Après les explorateurs qui exploraient pour les grandes sociétés privées et les États occidentaux en pleine expansion économique, aux immenses besoins en ressources naturelles, l'esclavage a commencé, suivi quelques siècles plus tard de la colonisation, des grandes crises mondiales, de la guerre froide. Ce phénomène a ralenti le processus de la mondialisation. Mais après la dislocation du Bloc communiste en 1990, le processus de mondialisation s'est accéléré, entraînant la démocratisation en vague et la libéralisation à outrance des marchés mondiaux et nationaux. Le peuple malien et le paysan peuvent-ils échapper aux effets pervers de la mondialisation ? Ou se dérober à la privatisation, à l'individualisme et au libéralisme économique ?

Dans les interactions des différents champs sociaux, les acteurs s'influencent mutuellement pour donner naissance à une forme des relations sociales que nous appelons « compromis ». La nouvelle loi d'orientation agricole constitue l'aboutissement des différents conflits entre les logiques et intérêts extérieurs à la société bamanan malinké et les endogènes, qui lui sont propres. Ces conflits se sont déroulés pendant des siècles et continuent. Avec le projet de recensement et de reconnaissance du droit traditionnel et coutumier foncier, la logique étatique tend à absorber les us et coutumes en les codifiant. La codification de certaines coutumes relatives à la gestion foncière entre dans le cadre de la sécurisation des droits séculaires ou récents.

Comme nous l'avons vu, la culture mandingue en général et bamanan en particulier n'est pas réfractaire à la privatisation car en bamanan malinké, *ta ya bè ta ya kônô* (« il y a la propriété dans la propriété ») : dans la gestion communautaire des terres, il existe aussi un droit de « propriété individuelle » qui aurait pu se développer d'une manière similaire à la forme occidentale si le processus de l'évolution naturelle de la civilisation africaine n'avait été influencé brutalement par la rencontre des civilisations arabe et occidentale. Nous pensons que pour atténuer les effets pervers du processus de la mondialisation, les réformes institutionnelles doivent se faire d'une manière prudente, méthodique avec patience et détermination. Comme le disent les chinois, MÀN MAN ZU : marcher lentement, mais sûrement, est plus durable et sécurisant, car cela permet d'atténuer le choc de la rupture politique, juridique et économique.

Bibliographie

Ouvrages généraux et spéciaux, articles

- Adams, A., 1977, *Le long voyage des gens du fleuve*, Paris, Maspero.
- Adams, A., 1985, *La terre et les gens du fleuve*, Paris, L'Harmattan.
- Alliot, M., 1964, « Les résistances traditionnelles au droit moderne dans les États d'Afrique noire francophone et Madagascar », *Civilisation malgache*, Paris, Cujas.
- Alliot, M., 1980, « Un nouveau droit est-il en train de naître en Afrique ? », in Conac, G., *Dynamiques et finalités des droits africains*, Paris, Economica, p. 467-495.
- Alliot, M., 1983, *Anthropologie et juridique : sur les conditions de l'élaboration d'une science du droit*, Paris, LAJP.
- Amselle, J.-L. et Grégoire E., 1987, « Complicités et conflits entre bourgeoisies d'État et bourgeoisies d'affaires, au Mali et au Niger », in (Terray Emmanuel dir.), *L'État contemporain en Afrique*, Paris, L'Harmattan.
- Ba, A. K., 1987, *L'épopée de Ségou – Da Monzon : Un pouvoir guerrier*, Paris, Éd. Pierre-Marcel Favre, Collection Centre Tiers-monde (CETIM) et Publi SA.
- Bachelet, M., 1968, *Systèmes fonciers et réformes agraires en Afrique Noire*, Paris, Librairie générale de droit et jurisprudence (LGDJ).
- Bachelet, M., 1986, « Réformes agro-foncieres et développement », in Verdier et Rochegude, *Systèmes fonciers à la ville et au village*, Afrique noire francophone, Paris, L'Harmattan.
- Bah, A. H. et Daget J., 1975, *L'Empire peul du Macina (1818-1853)*, Paris, Les Nouvelles Éditions Africaines, Éditions de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales.
- Bah, A. H., 1972, *Les aspects de la civilisation africaine*, Paris, Présence Africaine.
- Baillaud, E., 1936, *L'organisation économique de l'Afrique-Occidentale française – Notes de voyage* – (Marseille – Institut Colonial).
- Baumann, E., 1992, « Le pêcheur, le colonisateur et l'État indépendant », *Politique africaine*, (47), p. 51-58.
- Baumann, E., Fay C. & Kassibo, B., 1994, « Systèmes de production et d'activité : trois études régionales » in Quensière Jacques (Ed.), *La pêche dans le delta central du Niger : approche pluridisciplinaire d'un système de production halieutique*, Paris, ORSTOM ; Karthala, p. 345-348.
- Baumann, E., Fay C. & Kassibo, B., 1994, « Systèmes de pêche et stratégies globales », in Quensière Jacques (Ed.), *La pêche dans le delta central du Niger : approche pluridisciplinaire d'un système de production halieutique*. Paris, ORSTOM ; Karthala, p. 401-406.
- Baumann E., Le Kewa, 1994, *La pêche dans le delta central du Niger : approche pluridisciplinaire d'un système de production halieutique*. Paris, ORSTOM ; Karthala, p. 349-362.

- Barriere, O. et Barriere, C., 1996, « Systèmes fonciers dans le delta intérieur du Niger. De l'implosion du droit traditionnel à la recherche d'un droit propice à la sécurisation foncière », in E. Le Roy & al (eds), *La sécurisation foncière en Afrique noire*, Paris, Ed. Karthala, p. 127-175
- Bassett, T. J., 1993, « Land use conflicts in pastoral development in northern Côte-d'Ivoire », in Bassett, Thomas J., & Crummey, Donald E., (eds), *Land in African agrarian Systems*. Madison, The University of Wisconsin Press, p. 131-156.
- Becker, C., Mbaye S., et Thioub, I., 1997, (eds), *AOF : réalités et héritages – Sociétés ouest-africaines et ordre colonial, 1895-1960*, Tome I, Dakar, Direction des Archives du Sénégal.
- Bélières, J.-F., Sourisseau, J.-M., Jamin, J.-Y., Kuper, M., 2002c, « Le statut foncier, Une appropriation difficile des terres aménagées », in Bonneval P., Kuper M., Tonneau J.-P. (eds), *L'Office du Niger grenier à riz du Mali : succès économiques, transitions culturelles et politiques de développement*, Paris, Montpellier, Karthala, Cirad, p. 222-226.
- Bélimé, É., 1925, *La production du Coton en Afrique Occidentale française : le programme carde* — Publication du comité du Niger.
- Bertrand, M., 1994, *La question foncière dans les villes du Mali. Marchés et patrimoines*, Paris, Karthala-ORSTOM.
- Bertalanffy, L.V., 1980, *Théorie générale des systèmes*, trad. fr. de J.- P. Chabrol, Dunod, *Des esprits, des robots, des hommes*, Paris, ESF Éditions
- Bertalanffy, L. von, 1973 ; 2002, *Théorie générale des systèmes*. Voir aussi en ligne sur adresse Web : <http://www.interaide.org/pratiques> : Voir aussi : Bateson G. & Ruesch J. 1988, *Communication et société*, Paris, Seuil.
- Bertrand, A., 1998, « Gestion étatique ou gouvernance locale ? », in Lavigne Delville, (ed.), *Quelles politiques foncières en Afrique rurale ? Réconcilier pratiques, légitimité et légalité*, Paris, Ministère de la Coopération/Karthala.
- Bierschenk, T., Olivier De Sardan, J.-P. & Chauveau, J.-P. (eds.), 2000, *Courtiers en développement, Les villages africains en quête de projets* Paris, Karthala.
- Bonnet, B., 2000, *Gestion commune des ressources naturelles : vers un renforcement des capacités locales*, Londres, IIED, Programme Zones arides, dossier n° 94.
- Bonnet, B., « Problématiques foncières et gestion des ressources communes : Regards sur quelques situations et expériences en Afrique de l'Ouest », Communication à Porto Alegre le 22 janvier 2001.
- Bruce, J. W., Mearns, R., 2002, *Gestion des ressources naturelles et politique foncière dans les pays en développement : leçons apprises et nouveaux défis*, Londres, IIED ; Programme des zones arides, dossier n° 115, 64 p.
- Bouche, D., 1968, *Les villages de libertés en Afrique noire française : 1887-1910*, Paris, La Haye, Mouton.
- Bourgeot, A., 1999, *Horizons nomades en Afrique sahélienne – Société, développement et démocratie*, Paris, L'Harmattan.
- Bouare, A., 1995, « Appropriation foncière et conflits entre villages voisins dans la région de Ségo (Mali) », in *Actions locales, enjeux fonciers, et gestion de l'environnement au Sahel. Cahier du Cidep*, n° 27, p. 230-240.
- Buttoud, G., 2001, *Gérer les forêts du sud – l'essentiel sur la politique et l'économie forestière dans les pays en développement*, Paris, L'Harmattan.
- Chauveau, J.-P., 1995, « Pression foncière, cycle domestique et crise économique. Étude de cas en Côte d'Ivoire forestière », in Blanc-Pamard, C. et Cambrezy, L. (eds), *Terres, terroirs, territoires*, Paris, ORSTOM, p. 107-129.

- Chauveau, J.-P. 1997, « Jeu foncier, institutions d'accès à la ressource et usage de la ressource. Une étude de cas dans le centre ouest ivoirien », in Contamin, B. et H. Memel-Foté (Eds), *Le modèle ivoirien en questions. Crises, ajustements, recompositions*, Paris, Karthala-ORSTOM, p. 325-360.
- Coquery-Vidrovich, C., 1982, « Le régime foncier rural en Afrique noire », in Le Bris et Le Roy, *Enjeux fonciers en Afrique noire*, Paris, Karthala, p. 65-84.
- Coutumes Juridiques de l'Afrique Occidentale Française*, Tome II, Soudan, p. 35, Paris
- CILSS, PRECONS, 1997, Décentralisation et approche participative pour l'application des mesures de CE/DRS au Sahel, *Actes de l'atelier régional d'échanges*, Sao dos organas, Cap Vert, Commission Européenne, Deutsche Forstservice GmbH, 303 p.
- CILSS, 1997, La gestion décentralisée des ressources naturelles dans trois pays du Sahel : Sénégal, Mali et Burkina Faso, document publié par le PADLOS, Ouagadougou, 349 p.
- Cissé, D., 1997, « Place de la coutume dans le code domanial et foncier », in institut national de formation judiciaire, *Litiges fonciers au Mali, Doctrine et Jurisprudence*, 2^e édition revue et corrigée, Bamako, Friedrich Ebert Stiftung, Imprim Color, p. 29-40.
- Cissé, S., 1982, « Agro-pastoralisme : 2 - les Leyde du delta central du Niger : tenure traditionnelle ou exemple d'un aménagement de territoire classique ? » in Le Bris E., Le Roy E., Leimdorfer F. (eds), *Enjeux fonciers en Afrique noire*, Paris, Orstom, Karthala, p. 178-189.
- Cissé, S., 1999, « Décentralisation et développement dans le delta intérieur du Niger (Mopti, République du Mali) », in A. Bourgeot (dir.), *Horizons nomades ; sociétés, développement et démocratie*, Paris, Karthala, p. 137-150.
- Crousse, C., Le Bris, E. Le Roy, E. (1995). *Espaces disputés en Afrique Noire – Pratiques foncières locales*, Paris, Karthala, ORSTOM.
- Cahier d'Anthropologie du Droit, 2003, *Les pluralismes juridiques*, Laboratoire d'Anthropologie Juridique, Paris, Karthala.
- CELTHO, 2008, *La Charte de Kurukan Fugan – aux sources d'une pensée politique en Afrique*, Paris, L'Harmattan.
- Coulibaly, Cheibane, 1997, *Politiques agricoles et stratégies paysannes au Mali – 1910-1985 : le règne des mythes à l'Office du Niger*, Bamako, Éditions Le Cauri d'Or.
- Coulibaly, Cheibane, 1997, *Problématique foncière et gestion des conflits en Afrique Noire, Tome I – Stratégies d'avant l'ère démocratique*, Bamako, Éditions Cauri d'Or.
- Coser, L. A., 1982, *Les fonctions du conflit social*, Paris, Presses Universitaires de France.
- Cubriilo, M. & Goislard, C., 1998, *Bibliographie et lexique du foncier en Afrique Noire*, Paris, Karthala.
- Delafosse, M., 1972, *Haut-Sénégal Niger – le pays, les peuples, les langues*, Tome I, Paris, Maisonneuve et Larose.
- Delafosse, M., 1972, *Haut-Sénégal Niger – L'Histoire*, Tome II, Paris, Maisonneuve et Larose.
- Delafosse, M., 1972, *Haut-Sénégal Niger – L'Histoire*, Tome III, Paris, Maisonneuve et Larose.
- Dia, A., Les problèmes posés par la confrontation du droit musulman et du droit coutumier dans la région de Ségou à l'époque de la Dina, Mémoire de fin d'études, ENA de Bamako, 1975.
- Diawara, A., 2005, « Les sociétés d'initiation au secours des structures administratives – La protection des ressources naturelles à N'gorogodji », in Hesseling G., Djiré M., *Le droit en Afrique. Expériences locales et droit étatique au Mali*, Leyde et Paris, Afrika-Studiecentrum et Karthala, Collection Hommes et sociétés, 2005, p. 243-262.
- Diop, M., 2007, *Réformes foncières et gestion des ressources naturelles en Guinée – Enjeux de patrimonialité et de propriété dans le Timbi au Fouta Djallon*, Paris, Karthala.

- Djiré, M. & Dicko, A., 2007, *Les conventions face aux enjeux de la décentralisation au Mali*, Paris, Karthala.
- Djiré, M., 2004, « Les conventions locales au Mali : une grande nébuleuse juridique et un pragmatisme en GRN », Dakar, IIED – Sahel, *Réussir la décentralisation*, série Les conventions locales au Sahel, n° 2, 35 p.
- Djiré, M., 2005, « Un peuple, un but, une foi... mais plusieurs droits ? Itinéraire d'une recherche sur les dynamiques locales et la sécurisation foncière dans un contexte de décentralisation à Sanankoroba », in Hesselting G., Djiré M., Oomen B.M. (eds), *Le droit en Afrique. Expériences locales et droit étatique au Mali*, Paris, Karthala, p. 29-74.
- Djiré, M., 2004a, *Mythes et réalités de la gouvernance locale. L'expérience de la Commune Rurale de Sanankoroba*, Mali, Londres, IIED, Programme zones arides, dossier n° 130, 40 p.
- Djourté, F., Kanouté, A., Maïga, A., 1998, Rapport d'analyse des textes législatifs portant gestion des ressources naturelles (document de travail), Bamako, Programme Arbres, forêts et Communautés rurales, Composante Afrique subsaharienne FTTP/ASS Mali, 14 p.
- Djourté, F., Kanouté, A., Maïga, A., AG Mohamed, L. H., Coulilyaly, C., s. d., Gestion alternative des conflits liés à l'utilisation des ressources naturelles, rapport d'études de cas (document de travail), Bamako, Programme Arbres, forêts et Communautés rurales, Composante Afrique subsaharienne FTTP/ASS Mali, 39 p.
- Doumbia, S., Gakou M., 2000, Décentralisation et gestion des ressources naturelles : quelles opportunités et quels rôles pour quels acteurs ? Quelles activités de renforcement des compétences en gestion décentralisée des ressources naturelles, Programme Arbres, Forêts et communautés rurales, composante Afrique subsaharienne FTTP/ASS, Mali, 34 p.
- Dumont, P., 1962, *Afrique Noire : développement agricole – Reconversion de l'économie agricole : Guinée, Côte-d'Ivoire, Mali*, Études Tiers-monde, PUF/IEDES.
- Durand, D., *La systémique*, Paris, PUF, « Que sais-je ? » n° 1795, 1979.
- Donnadieu, G. & Karsky, M., 2002, *La systémique : penser et agir dans la complexité*, Paris, Éditions Liaisons.
- Fay, C., 2000, « La décentralisation dans un Cercle (Ténékou, Mali) », *Autrepart* (14), IRD/Éditions de l'Aube, p. 121-142.
- Fay, C., « Le Maasina », in Quensière Jacques (ed.). *La pêche dans le delta central du Niger : approche pluridisciplinaire d'un système de production halieutique*, Paris, ORSTOM ; Karthala, 1994, p. 363-382.
- Fay, C., 1994, « Organisation sociale et culturelle de la production de pêche : morphologie et grandes mutations », in Quensière Jacques (ed.). *La pêche dans le delta central du Niger : approche pluridisciplinaire d'un système de production halieutique*, Paris, ORSTOM ; Karthala, p. 191-208.
- Fofana, M., Haidara, F., Traoré, L.B., sans date, *Pratiques d'utilisation des ressources naturelles au Sahel. État des lieux au Mali*, Bamako, Insah – Les monographies sahéliennes, Imprimerie NIB, 116 p.
- Frobenius, L., 1952, *Histoire de la civilisation africaine*, Paris, Gallimard.
- Gakou, M., Dabiré, 1999, Exemples de foresterie communautaire au Mali (document de travail, Bamako, Programme Arbres, forêts et Communautés rurales, Composante Afrique subsaharienne FTTP/ASS Mali, 47 p.
- Gallais, J., 1984, *Hommes du Sahel*, Paris, Flammarion, 290 p.
- Gallais, J., 1967, *Le Delta intérieur du Niger, Mémoires de l'Institut Fondamental d'Afrique Noire*, n° 79, Tome I, IFAN-DAKAR.

- Graebner, F., 1911, « Kulturkreise und Kulturschichten in Ozeanien », *Zeitschrift für Ethnologie*, 37, 28-53.
- GRAF, GRET, IIED (2002). Pour une sécurisation foncière des producteurs ruraux, Actes du séminaire international d'échanges entre chercheurs et décideurs, Ouagadougou, du 19 au 21 mars 200, 175 p.
- GTZ, CDE, 1999, Gestion durable des terroirs, guide pour le suivi des impacts, manuel, document de travail soumis au débat, Wabern, Berne, vol. 1, 79 p. ; Vol. 2, 125 p.
- Haïdara, Y., Fofana, B., Kanoute, A., 1995, Étude sur la gestion alternative des conflits liés à l'utilisation des ressources naturelles, bilan national du Mali (document de travail), Bamako, Programme Arbres, forêts et Communautés rurales, Composante Afrique subsaharienne FTTP/ASS Mali, 38 p.
- Hamilton, L., Dama, A., 2003, *Gender and natural resource conflict management in Niore du Sahel*, Mali, Londres, IIED, Programme des zones arides, dossier n° 116, 32 p.
- Herbart, P., 1939, *Le chancre du Niger*, Paris, Gallimard.
- Hesseling, G., Djiré, M. & Oomen, B. M. (eds), 2005, *Le droit en Afrique – Expériences locales et droit étatique au Mali*, Paris, Karthala.
- Hesseling, G., 1992, *Pratiques foncières à l'ombre du droit*, African Studies Center Leiden, Hollande, Rapport de Recherche.
- Hilhorst, T., Coulibaly, A., 1998, *Une convention locale pour la gestion participative de la brousse*, Londres, IIED, Dossier Zones Arides n° 78, 26 p.
- Holas, B., 1966, *Les Senoufo*, Paris, PUF.
- Institut national de formation judiciaire, 1997, *Litiges fonciers au Mali – Doctrine et Jurisprudence*, 2^e édition revue et corrigée, Bamako, Friedrich Ebert Stiftung, Imprim Color, 287 p.
- Jacob, J-P. & Lavigne Delville, Ph., 1994, *Les associations paysannes en Afrique – Organisation et dynamiques*, Paris, Karthala.
- Karsenty, A., 1998, « Entrer par l'outil, la loi, ou les consensus locaux ? », in Lavigne Delville Ph. (dir.), *Quelles politiques foncières en Afrique noire rurale ? Réconcilier pratiques, légitimité et légalité*, Paris, Ministère de la Coopération/Karthala, p. 46-54.
- Kassibo, B. (ed.), 1997, « La décentralisation au Mali : état des lieux », *Bulletin APAD* n° 14, 139 p.
- Kassibo, B., 2000, « Le foncier halieutique comme enjeu de pouvoirs : la mise en place d'une gestion décentralisée des pêcheries dans le Delta central du Niger », in Lavigne Delville Ph., Toulmin C., Traoré S. (coord.), *Gérer le foncier rural en Afrique de l'Ouest*, interventions publiques et dynamiques locales, Karthala-URED, Paris-Saint-Louis, 2000, 357 p.
- Kassibo, B., 1988, « Les pêcheurs du Delta Central du Niger : accès aux moyens de production par le biais du système d'encadrement », in ORSTOM-INRZFH, *Études halieutiques du Delta Central du Niger. Actes de l'atelier de Bamako*, juin 1988.
- Kassibo, B., « La zone pré-lacustre de Sendégou ». in Quensière Jacques (ed.). *La pêche dans le delta central du Niger : approche pluridisciplinaire d'un système de production halieutique*, Paris, ORSTOM ; Karthala, 1994, p. 383-400.
- Kéita, A., 2005, « Au détour des pratiques foncières à Bancoumana. Quelques observations sur le droit malien », in Hesseling G., Djiré M., Oomen B. M. (eds), *Le droit en Afrique. Expériences locales et droit étatique au Mali*, Paris, Karthala, p. 75-115.
- Kornio, O., Aziz Diallo, A. & Sow, F., 2004, *La prévention et la gestion des conflits communautaires au Mali – Étude et manuel de formation*, Bamako, Fondation Friedrich Ebert Stiftung.
- Kouyate, S., 2006, *La Charte de Kurukanfuga – Constitution de l'Empire du Mali*, Éditions Source, Collection « La culture à la portée de tous », Conakry, Guinée.
- Kourouma, S. Y., 2004, *Le Mandé de nos ancêtres – Selon Gbéliin ou Tradition orale*, Paris, L'Harmattan.

- Kouassigan, G-A., 1966, *L'homme et la terre – Droits fonciers coutumiers et droits de propriété en Afrique occidentale*, Paris, Éditions Berger-Levault.
- Kouassigan, G-A., 1982, *Encyclopédie juridique de l'Afrique*, Tome V : Droit des biens, Dakar, Les Nouvelles Éditions Africaines.
- Laurent, P.J. et Mathieu, P., 1995, « Compétition foncière et invention sociale locale, Un exemple au Burkina Faso », in Bertrand, A., E. Le Roy et A. Karsenty (eds), *La sécurisation de la terre*, Paris, Karthala, p. 286-303.
- Laurent, P.-J. et Mathieu, P., 1994, « Authority and conflict in the management of natural resources, a story about trees and migrants in southern Burkina Faso », in *Forest, Trees and people Newsletter* (Bulletin de Foresterie communautaire, FAO), n° 25, October 1994, p. 37-44.
- Laurent, P.-J. et Mathieu, P., 1994, « Gestion des ressources naturelles : enjeux fonciers et processus sociaux au Burkina Faso », in *Arbres, Forêts et communautés rurales* (Bulletin de Foresterie communautaire, FAO), n° 7, p. 21-30.
- Lavigne Delville, Ph., 1998, *Quelle politique foncière pour l'Afrique rurale ?* Paris, Karthala.
- Lavigne Delville, P., Bouju, J., Le Roy, E., 2000, *Prendre en compte les enjeux fonciers dans une démarche d'aménagement. Stratégies foncières et bas-fonds au Sabel*, Paris, Éditions du GRET, 128 p.
- Lavigne Delville, Ph. (dir.), 1998, *Quelles politiques foncières en Afrique noire rurale ? Réconcilier pratiques, légitimité et légalité*, Paris, Ministère de la Coopération/Karthala, 744 p.
- Lavigne Delville, Ph. et Chauveau, J.-P., 1998, « Quels fondements pour des politiques foncières en Afrique francophone ? », in Lavigne Delville Ph. (dir.), *Quelles politiques foncières pour l'Afrique rurale ? Réconcilier pratiques, légitimité et légalité*, Paris, Ministère de la Coopération/Karthala, p. 731-736.
- Lavigne Delville, Ph., 1999, La décentralisation administrative face à la question foncière (Afrique de l'Ouest francophone rurale), Documents de travail sur les sociétés africaines, n° 39.
- Lavigne Delville, Ph., Toulmin, C., Traore, S. (dir.), 2000, *Gérer le foncier rural en Afrique de l'Ouest, interventions publiques et dynamiques locales*, Paris/Saint-Louis, Karthala/URED, 357 p.
- Le Roy, E., 1985, « Les modes d'acquisition et les preuves des droits fonciers coutumiers », in *Encyclopédie Juridique de l'Afrique*, Tome V, Ch. V.
- Le Roy, E., 1996, « Des autorités foncières légitimées, autonomes et gestionnaires », in E. Le Roy et al. (eds), *La sécurisation foncière en Afrique*, Paris, Karthala, p. 239-250.
- Le Roy, E., 1998, « Les orientations des réformes foncières en Afrique francophone depuis le début des années quatre-vingt-dix », in Lavigne Delville Ph. (dir.), *Quelles politiques foncières pour l'Afrique rurale ? Réconcilier pratiques, légitimité et légalité*, Paris, Ministère de la Coopération/Karthala, p. 383-389.
- Le Roy, E., 1999, *Le jeu des lois – une anthropologie « dynamique du droit »*, Paris, LGDG, 415 p.
- Lexique des termes juridiques, 1990,, 8^e édit., Paris, Dalloz, 517 p.
- Lombard, M., 2001, *Droit Administratif*, Cours, 4^e édition, Paris, Dalloz.
- Maiga, I., Diallo, G., 1997, *Les conflits fonciers et leur gestion dans la 5^e Région du Mali*, Londres, IIED, Programme Zones arides, 24 p.
- Marty, A., 1993, « La gestion des terroirs et les éleveurs : un outil d'exclusion ou de négociation ? », in *Revue Tiers-monde XXXIV* (134), p. 327-344.
- MATCL, PAD, Helvétas, DDC, 2000, Guide pratique du Maire autorité de police administrative, Bamako.
- Mathieu, P. et Freudenberg, M., 1998, « La gestion des ressources de propriété communautaire », in Lavigne Delville Ph. (dir.), *Quelles politiques foncières en Afrique noire rurale ? Réconcilier*

- pratiques, légitimité et légalité*, Paris, Ministère de la Coopération/Karthala, p. 101-113.
- Mohamedoun, O.A., 2005, « La fixation des populations tamachèques nomades sur les terres agropastorales – Cas du site d'Er-in Tedjeft », in Hesselting G., Djiré M., Oomen B. M. (eds), *Le droit en Afrique – Expériences locales et droit étatique au Mali*, Paris, Karthala, p. 263-280.
- Moleur, B., 1986, « La loi coloniale: son idéologie et ses contradictions », in Verdier, R. et Rochegude, A., *Systèmes fonciers à la ville et au village*, Paris, L'Harmattan, p. 79-100.
- Monteil, C., 1923, *Les bambaras du Ségou et du Kaarta (étude historique, ethnographique et littéraire d'une peuplade du Soudan français)*, Publication du Comité d'Études Historiques et Scientifiques. Paris Ve, Émile Larose, Librairie Éditeur
- Magassa, H., 1999, *Papa commandant a jeté un grand filet devant nous. L'Office du Niger 1902 – 1962*, Ségou (Mali), Fondation Yeredon (1re édition 1978/François Maspero/Paris).
- Maiga, I. et Diallo, G., *Les conflits fonciers et leur gestion dans la 5^e Région du Mali*, IIED et GRAD, Dossier n° 76, avril 1998.
- Ministère de la justice du Mali & Fondation Friedrich E. S., 1997, *Litiges fonciers au Mali — « Doctrine et jurisprudence »*, 2^e édition, revue corrigée, Bamako, Institut de Formation Judiciaire.
- N'Diaye, B., 1970, *Groupes ethniques au Mali*, Bamako, Éditions Populaires.
- N'Diaye, B., 1995, *Les castes au Mali*, Paris, Présence Africaine.
- Niang, M., 1982, « Réflexion sur la réforme foncière sénégalaise de 1964 », in Le Bris, Le Roy, *Enjeux fonciers en Afrique noire*, Paris, Karthala, p. 219-227.
- Mfenjou, M. C., 2002, *L'Afrique à l'épreuve du développement durable*, Paris, L'Harmattan.
- Olivier De Sardan, J.-P., 1995, *Anthropologie et développement – Essai en socioanthropologie du changement social*, Paris, APAd, Karthala, 221 p.
- Ouedraogo, H., 1996, *Étude sur la gestion des conflits liés aux aménagements pastoraux aux Burkina Faso*, MRA, PRASET, Ouagadougou, 39 p.
- Ouedraogo, J.-B., 1997, *Violences et communautés en Afrique noire*, Paris, l'Harmattan, 240 p.
- Pospisil L., 1958, *Kapauku Papuans and Their Law*, New Haven, Yale University Publications in Anthropology, n° 54.
- Pospisil, L., 1971, *The Anthropology of Law : A Comparative Theory*, New York, Harper & Row.
- Pospisil, L., 1978, *The Ethnology of Law*, Menlo Park, Cummins.
- Pospisil, L., 1979, « Legally induced culture change in New Guinea », in Sandra Burman, Barbara Harrell-Bond (eds), *The Imposition of Law*, New York, Academic Press, p. 127-144.
- Présentation Office du Niger, 2005, *Office du Niger : aujourd'hui et demain*, Bamako, Imprim color.
- Rochegude, A., 1998, « Les instances décentralisées et la gestion des ressources renouvelables », in Lavigne Delville Ph. (dir.), *Quelles politiques foncières en Afrique noire rurale ? Réconcilier pratiques, légitimité et légalité*, Paris, Ministère de la Coopération Karthala, p. 403-422.
- Rochegude, A., 2000, *Décentralisation, acteurs locaux et foncier ; mise en perspective juridique des textes sur la décentralisation et le foncier en Afrique de l'ouest et du Centre*, PDM/Coopération française, tome II, Fiches pays, 21 p.
- Robinson, David, 1988, *La guerre sainte d'Al-Hadjj Umar – Le Soudan occidental au milieu du XIXe siècle*, Paris, Karthala.
- Rouland, N., 1988, *Anthropologie juridique*, Paris, PUF, 496 p.

- Rouland, N., 1990, *Anthropologie juridique*, Paris, PUF (collection « Que sais-je ? »), 127 p.
- Rosnay, D. J., 1975, *Le macroscope*, Paris, Seuil
- Sall, Abdoulaye, 1988, *Mali – L'Organisation du monde rural du Mali (1910-1988)*, *Évolution et Perspectives, principaux textes organiques*, Bamako, Éditions Imprimerie du Mali.
- Sanankoua, B., 2007, « Gouvernance, légitimité et légalité au Mali », in *Entre Tradition et Modernité : Quelle gouvernance pour l'Afrique ?*, Bamako, Actes, du Colloque, 23 au 23 janvier 2007.
- Sanankoua, Bintou, 1990, *Un empire peul au XIXe siècle – La Diina du Massina*, Paris, Karthala.
- Schreyger, E., 1984, *L'Office du Niger au Mali : la problématique d'une grande entreprise agricole dans la zone du Sahel*, Wiesbaden, Steiner.
- Tersigel, Ph. et Becker, C., 1997, *Développement durable au Sahel*, Paris, Karthala – Sociétés, Espaces, Temps.
- Thebaud, B., 1995, « Le foncier dans le Sahel pastoral : situation et perspectives », in Blanc-Pamard, C. et Cambrezy, L. (eds), *Terres, terroirs, territoires*, Paris, Orstom, p. 37-55.
- Toe, R., 1997, *La décentralisation au Mali. Ancrage historique et dynamique socioculturelle*, Bamako, Imprim Color et Mission de la Décentralisation et des réformes institutionnelles.
- Traore, B. et Spinat, J-B., 2002, « Des institutions de proximité pour résorber un endettement durable », in *L'Office du Niger grenier à riz du Mali. Succès économiques, transitions culturelles et politiques de développement*. Bonneval, P., Kuper, M. et Tonneau, J.-P. Ed., Montpellier – Paris, Cirad/Karthala, p. 196-200.
- Van Der Linde, J., Oglethorpe, H., Sandwitch, T., Snelson, D. et Tessema, Y. (avec la participation d'Anada T. et Price T.), 2001., *Au-delà des frontières : La gestion transfrontalière des ressources naturelles en Afrique subsaharienne*, Washington D.C., Biodiversity Program, 184 p.
- Vedel, G. & Devolve, P., 1982, *Droit administratif*, 8^e mise à jour, Paris, Coll. Themis/Droit.
- Verdier, R., 1965, « Chef de terre » et « chef de lignage », in *Étude de droit africain et de droit malgache*, Paris, Cujas, 1965, p. 333-359.
- Verdier, R., 1980, « Coutume et loi dans le droit parental et foncier. Afrique noire Francophone », in Conac, G., *Dynamiques et finalités des droits africains*, Paris, Economica, p. 313-313.
- Verdier, R., 1959, « Essai de socioéconomie juridique de la terre dans les sociétés paysannes négro africaines traditionnelles », *Cahiers de l'ISEA*, n° 95, Série V, n° 1, novembre.
- Verdier, R. & Rochegude, A., 1986, *Systèmes fonciers à la ville et au village. Afrique noire francophone*, Paris, L'Harmattan.
- Verdier, R., 1986, « Civilisations paysannes et traditions juridiques », in Verdier R. & Rochegude A., *Systèmes fonciers à la ville et au village – Afrique noire francophone*, Paris, L'Harmattan, p. 5-26.
- Vlaar, J., 1996, « Siwaa, la brousse sèche. Expérience de gestion de terroir villageois au Mali. KIT-développement agricole », Série gestion de l'environnement, *Bulletin* n° 341, 80 p.
- Winter, M., 1998, *La gestion décentralisée des ressources naturelles au Sahel : bilan et analyse*, Londres, IIED, Dossier Zones Arides n° 81, 24 p.
- Wolf, E., 1974, *Les guerres paysannes du vingtième siècle*, Bibliothèque d'Anthropologie, Paris, François Maspero.
- Yung, J.-M., Zaslavsky, J., Delèze, J.-C., 1992, « Pour une prise en compte des stratégies des producteurs », CIRAD, Collection « Documents Systèmes Agraires » n° 18, *Systèmes agroalimentaires et ruraux*, 72 p.
- Zahan, D., 1980, *Antilopes du Soleil*, Art et rites agraires d'Afrique noire, Vienne, Schendl.

Mémoires et Thèses

- Bah, N. et Bah, M., 2006, Analyse du financement de la filière cotonnière par les institutions bancaires à l'horizon de la privatisation de la CMDT : cas de la BNDA, Mémoire de fin d'études, ENA de Bamako.
- Badji, M., Droits naturels, 1998, Droits de l'homme et Esclavage, l'exemple du Sénégal. Analyse historique du XVII^e siècle à l'Indépendance. THÈSE pour le Doctorat en Droit, (Régime Unique) présentée et soutenue le 27 avril 1998 devant la Faculté de Droit de l'Université Grenoble II.
- Barriere, O., 1996, Gestion des ressources naturelles renouvelables et conservation des écosystèmes au Sahel : le Foncier-Environnement, Thèse soutenue le 5 novembre 1996 à l'Université PARIS I Panthéon-Sorbonne, sous la direction du Professeur Étienne Le Roy, Laboratoire d'Anthropologie Juridique de Paris, 2 volumes (686 p. & 230 p.).
- Bathily, A., 1975, Imperialism and Expansion in Senegal in 19th century with a particular reference to the economic, social and political development of the kingdom of Gajaaga (Galam). Birmingham, Center of West African studies, Ph.D. dissertation.,
- Bathily, A., 1985, Guerriers, tributaires et marchands : le Gajaaga (ou Galam), « le pays de l'or » : le développement et la régression d'une formation économique et sociale sénégalaise – VIII^e-XIX^e siècles. Thèse pour le Doctorat d'État ès Lettres, Université de Dakar, 3 Tomes.
- Chastanet M., 1976, L'État Soninké du Gajaaga face à l'expansion commerciale française : 1818-1858, Paris, Université Paris I, Mémoire de Maître, 303 pages multigraphiées.
- Dave, B., 2004, Le projet paysan du Sexagon. Attentes et stratégies des militants du Syndicat des Exploitants Agricoles de l'Office du Niger (Mali). Diplôme d'Études Spécialisées en Coopération et Développement, Faculté des sciences économiques, sociales et politiques, Université Libre de Bruxelles, Bruxelles (Belgique).
- Diabate, S., Monographie historique des Minianka de Koutiala, Mémoire de fin d'études en Histoire et Géographie, ENSUP de Bamako.
- Ghislaine, M., 2003, Nouvelle approche juridique du foncier au Burkina Faso en cours de décentralisation : la nomosynthèse, Thèse de Doctorat en Droit, Université Paris I, septembre 2003.
- Hassane, A., 1999, Influence des aménagements hydrauliques et hydro-agricoles du Niger Supérieur sur l'inondation du delta Intérieur du Niger (MALI). Bamako, École Nationale d'Ingénieur, Mémoire de fin d'études d'ingénieur de génie civil.
- Koné, S., 1983, Les paysans du Baninko (Mali) face à l'opération – coton, Thèse pour le doctorat de 3^e cycle, Université de Paris VII, Département de Sociologie, Paris juin 1983.
- Koné, Y., 1992, Les litiges fonciers en troisième région : cas du cercle de Sikasso, Mémoire de fin d'études, ENA de Bamako.
- Maïga, M., 2007, Analyse des effets de la semence sélectionnée du riz sur les exploitations agricoles de l'Office du Niger : Cas des villages de Nango (N3) et de Tigabougou (N5) dans la zone de production de Niono, Institut National Formation des Travailleurs Sociaux, Mémoire de fin d'Étude.
- Rochegude, A., 1976, Le droit de la terre au Mali, un aspect juridique du développement économique, Thèse de Doctorat, Université Paris I.
- Traore, S., 1991, Les systèmes fonciers de la vallée du Sénégal : exemple de la zone Soninké de Bakel : canton du goy Gajaaga (Communauté rurale de Moudéri), Thèse d'État.

Traore, K. J., 2005, *Le défi démocratique et la décentralisation face à la société et à la culture Senufo : Réarticulation des pouvoirs dans cinq communes rurales du Cercle de Sikasso-Mali*, Thèse pour le Doctorat en Anthropologie sociale et ethnologique, Paris le 17 février 2005.

Rapports et Articles

- AFSCET Sur le Web : www.afscet.asso.fr/systemiqueApproch.pdf
- Alliot, M., *Institutions Privées Africaines et Malgaches*, Cours de droit, Paris, 1965-1966.
- ANTEA – BREESS, Ministère de l'Énergie de l'Hydraulique et de l'Eau : *Projet Gestion intégrée des Ressources en Eau (GIRE), Module 3 : Cadre législatif et réglementaire, Rapport final provisoire : Rapport A/37244/A*
- African Military Labour and the Building of the Office du Niger Installations, 1925-1950
Author(s) : Myron Echenberg and Jean Filipovich Source : *The Journal of African History*, Vol. 27, No. 3, (1986), p. 533-551 Published by : Cambridge University Press Stable URL : <http://www.jstor.org/stable/181416>
- ARCADIS Euroconsult, *Resource Analysis, 2002, Rapport Final du Projet de Gestion Hydro-Écologique du Niger Supérieur (Ghenis), Gouvernements de Guinée, du Mali et des Pays-Bas.*
- ARD Mali, 1989, *Une analyse des bénéfices et des coûts d'investissements alternatifs dans l'irrigation*, USAID, Berlington (Vermont-USA), décembre 2002, 85 p. + Annexes.
- Bagayoko S., 1989, « Lieux et théorie du pouvoir dans le monde mandé : passé et présent », *Cahier Sciences Humaines*, Mali, 25 (4), p. 445-460.
- Bagayoko, S., 2004, « Fondements Socio-anthropologiques du Triptyque Terre Terroir Territoire », *Études Maliennes*, n° 61, Institut des Sciences Humaines (ISH), p. 36-51.
- Balié, J., 2004, *Identification des opportunités d'investissement dans la zone de l'Office du Niger au Mali. Programme régional pour la sécurité alimentaire de l'UEMOA, Rapport de mission. FAO/TCAS, Rome, juin 2004, 60 p.*
- Banque mondiale, 2003, *Des politiques foncières pour promouvoir la croissance et réduire la pauvreté. Résumé analytique*, Banque internationale pour la reconstruction et le développement/Banque mondiale, Washington, 37 p.
- Banque mondiale, 2004, *Documents d'évaluation de projet, Rapport n° 26675 relatif à l'Inversion de la Tendence à la Dégradation des Terres et des Eaux dans le bassin du fleuve Niger.*
- Barrière, C., Barrière, O., 1995, *Le foncier-environnement : fondements juridico-institutionnels pour une gestion viable des ressources naturelles renouvelables au Sahel. II – Répertoire des conflits fonciers environnementaux du delta intérieur du Niger (Mali)*, Montpellier, Orstom, 524 p.
- Baris, P., Coste J., Coulibaly, A., Démé, M., 1996, *Analyse de la filière rizicole de la zone de l'Office du Niger et des perspectives à moyen et long termes. Prématuré/Ministère du Développement rural et de l'environnement*, Paris, mai 1996, 110 p. + Annexes.
- Baris, P., Perrin, S., Zaslavsky, J., 2004, *Analyse économique de la filière riz au Mali. Note de synthèse.* AFD, Paris, novembre 2004, 17 p.
- Barry, A. W., Dirra, S. B., Diarra, D., 1998, *Promouvoir les exportations du riz malien vers les pays de la sous-région.* Washington, USAID, 66 p.
- Bassett, T., 1988, « The political ecology of peasant herder conflicts », *Annals of the Association of American Geographers*, 78, p. 453-72.

- Bagayoko, I., Diakon, B., 2004, Être paysan et coton cultivateur au Mali. L'exemple de la Compagnie Malienne de développement du textile, Séminaire du Forum du Tiers-monde : Les avenir des agricultures et des paysanneries en Afrique de l'Ouest, Rapport d'exécution, Volume II, Dakar du 02 au 5 novembre 2004. Voir le site : <http://www.forumtiersmonde.net/fren/index.php>
- Bagayoko, I., Keita, N. & Diakon, B., La question agraire au Mali. Cas de l'Office du Niger, Séminaire du Forum du Tiers-monde : Les avenir des agricultures et des paysanneries en Afrique de l'Ouest, Rapport d'exécution, Volume II, Dakar du 02 au 5 novembre 2004. Voir le site : <http://www.forumtiersmonde.net/fren/index.php>
- Barriere, O. et Barriere, C., 1995, « Le Foncier-Environnement, pour une gestion viable des ressources naturelles renouvelables au Sahel ; volume I : Approche interdisciplinaire dans le delta intérieur du Niger (Mali), 517 pages ; volume II : Répertoire des conflits fonciers du delta intérieur du Niger (Mali), 400 pages ; volume III : Index ethnobotanique des espèces du delta intérieur du Niger (Mali), 73 pages », Rapport de programme ORSTOM-CNRS.
- Barriere, O. et Barriere, C., 1997, Le foncier-environnement, fondements juridico-institutionnels pour une gestion viable des ressources naturelles renouvelables au Sahel, Éditions FAO, col. « Études Législatives » n° 60, Rome, 123 pages.
- Barriere, O. & Barriere, C., 2002, *Un droit à inventer. Foncier et environnement dans le delta intérieur du Niger* (Mali), Paris, IRD Éditions, 474 p.
- Beridogo, B., 2002-2003, Logiques de projets/logiques paysannes. La paysannerie malienne face à l'administration coloniale et aux États post-coloniaux, étude de cas, FLASH, DER Sciences Sociales, section socioanthropologie, ronéot. 90 p.
- Beridogo, B., 1997, « Processus de décentralisation au Mali et couches sociales marginalisées », *Bulletin de l'APAD* n° 14.
- Bazin, J., 1970, « Recherche sur les formations socio-économiques anciennes en pays bambara », *Étude Malienne*, n° 1.
- Bélières, J-F, Barret, L., Djouara, H. & Kébé, D., « Diversité des formes d'organisation des producteurs de riz et de coton au Mali : évolutions et perspectives pour un développement agricole durable », Communication aux « Journées de la SFER 2005 », « Les institutions du développement durable des agricultures du Sud » Montpellier les 7-8 au 9 novembre 2005.
- Bélières, J.-F., Bomans, E., 2001a, Coût de production du riz de contre-saison et d'hivernage 1999 dans la zone Office du Niger. Résultats partiels des enquêtes détaillées sur les exploitations agricoles de la zone Office du Niger, Note n° 2, Rapport provisoire, Office du Niger, Ségou juin 2001, 30 p.
- Bélières, J.-F., Bomans, E., 2001b, Les performances rizicoles des exploitations agricoles en contre-saison et en hivernage 1999. Résultats partiels des enquêtes détaillées sur les exploitations agricoles de la zone Office du Niger. Note n° 1. Rapport provisoire, Office du Niger, Ségou, février 2001, 19 p.
- Bélières, J.-F., Bosc, P.-M., Faure, G., Fournier, S., Losh B., 2002a, Quel avenir pour les agricultures familiales d'Afrique de l'Ouest dans un contexte libéralisé ? Londres, IIED, Dossier n° 113, 40 p.
- Bélières, J.-F., Coulibaly, Y., Keita, A., Sanogo, M. K., 2002b, Caractérisation des exploitations agricoles de la zone de l'Office du Niger en 2000, Résultats d'une enquête des exploitations agricoles d'un échantillon de villages. Ségou, URDOC/Office du Niger, NYETA Conseils, 74 p. + Annexes.

- Brown, M., O'Connor, K., Organisations Non Gouvernementales et gestion des ressources naturelles dans le secteur pastoral africain. Où aller à partir de là ? Document de synthèse, Projet PVO-NGO/NRMS (ONG/GRN) dirigé par World Learning INC, Washington D.C., Care et le World Wildlife Fund, 84 p, 1993.
- BRL, 2003, Étude de mise en place d'un mécanisme de financement de l'irrigation au Mali. Rapport provisoire, Compagnie du bas Rhône Languedoc, Office du Niger/Programme National d'Infrastructure Rurale, Ségou, mai 2003, 80 p.
- BRL, 2002, Étude pour la fixation des taux de redevance du contrat plan 2002-2004, Dossier final, Compagnie du bas Rhône Languedoc/Office du Niger, Ségou, avril 2002, 66 p.
- Buckles, D., 2001, *Cultiver la Paix : Conflits et collaboration dans la gestion des ressources naturelles*, CRDI, 300 p. http://www.idrc.ca/fr/ev-9398-201-1-DO_TOPIC.html
- Camara, B., 2007, Migration et Tensions Sociales dans le Sud-Mali. En ligne : <http://www.ascleiden.nl/Pdf/RapportCDPMaliLastdraftnov07.pdf>
- Camara, B., 2008, « La dynamique des conflits dans deux circonscriptions administratives de Mali-sud entre 2002 et 2006 », in *Local Experiences of Conflict Management*, numéro spécial, décembre 2008, SORONDA, Bissau, INEP ; Université de Bayreuth (Allemagne).
- Carney, J. & Watts, M., 1990, Manufacturing dissent : work, gender and the politics of meaning in a peasant society. *Africa*, 60 (2), p. 207-241.
- Chabas, A., 1965, « Le domaine national du Sénégal : réforme foncière et agraire », *Annales Africaines*.
- Chabas, A., 1957, « Le régime coutumier en AOF », *Annales Africaines*.
- Chastanet, M., 1983, « Les crises de subsistance dans les villages soninké du Cercle de Bakel, de 1858 à 1945 », *Cahiers d'études Africaines*, vol. 23, n° 89/90, XXIII-1-2.
- Chohin-Kuper, A. & Saw, M., 1999, *Modes de gestion de l'eau et production agricole dans la zone de l'Office du Niger au Mali, Le cas de l'étiage*, Bamako, Institut du Sahel/CILSS, 19 p.
- CILSS, 1997, La gestion décentralisée des ressources naturelles dans trois pays du Sahel : Sénégal, Mali et Burkina Faso, document publié par le PADLOS, Ouagadougou, 349 p.
- CEDREF-GeD, 2000, Rapport d'analyse sur le foncier rural au Mali, Analyse des enjeux et opportunités, Document de débat, Bamako.
- Cisse, S., 1996, Le Delta intérieur du Niger : l'énigme de la gestion foncière, in *Cauris*, n° 152, 153, 154.
- Cotula, L., 2006, *Droit fonciers et accès à l'eau au Sahel*, Dossier n° 139, IIED, p. 10.
- Coulibaly, C. & Diakite, B., « La question foncière au Mali. Les cahiers de Mandé Bukari », *Revue trimestrielle de l'Université Mandé Bukari*, n° 09, 4^e trimestre 2007, p. 22-24.
- Coulibaly, C., 2006, « L'Office du Niger en question : 1902-2002 : Cent ans de vicissitudes », 1^{re} partie, *Les cahiers de Mandé Bukari*, revue Trimestrielle de l'Université Mandé Bukari, n° 05, 4^e trimestre.
- Coulibaly, C., 2007, Syndicalisme paysan et démocratie – La naissance du syndicalisme paysan au Mali, *Les cahiers de Mandé Bukari*, revue Trimestrielle de l'Université Mandé Bukari, n° 07, 2^e trimestre.
- CPS, 2001a, Recueil des statistiques du secteur rural. Cellule de planification et de statistique du MDR, Bamako, décembre 2001, 95 p.
- CPS, 2001b, Schéma directeur du secteur du développement rural (actualisation-SDDR 2000-2010). Volume I : Situation du secteur du développement rural et bilan de la mise en œuvre du SDDR 1992-2000. CPS/MDR : Cellule de planification et statistique du Ministère du Développement rural, Bamako, décembre 2001, 114 p.
- CPS, 2001c, Schéma directeur du secteur du développement rural (actualisation-SDDR 2000-2010). Volume II : Stratégie du développement rural. CPS/MDR : Cellule

- de planification et statistique du Ministère du Développement rural, Bamako, décembre 2001. 60 p. + Annexes
- CSLP, 2002, Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté, CLSP Final, Document préparé et adopté par le gouvernement du Mali, Gouvernement du Mali, Bamako, 22 mai 2002. 94 p.
- Destined to Fail: Forced Settlement at the Office du Niger, 1926-1945 Author(s) : Jean Filipovich
Source : The Journal of African History, Vol. 42, No. 2, 2001, p. 239-260 Published by : Cambridge University Press Stable URL : <http://www.jstor.org/stable/3647261>
- Dareste, P., 1908, *Le régime de la propriété foncière en Afrique Occidentale*, Paris (Éditions Inconnues).
- Dareste, P., *Traité de droit colonial*, Tome II, Paris 1931 (édition inconnue).
- Dave, B., Alinon, K. & Coulibaly, C., « L'Office du Niger en question, IIè partie : la Loi d'Orientation Agricole (LOA) et les problèmes de l'Office du Niger », *Les Cahiers de Mandé Bukari*, Revue trimestrielle de l'Université Mandé Bukari, n° 06, 1^{er} Trimestre 2007, Bamako : Éditions : Le Cauri d'Or.
- Dembélé, E., 1994, « CARE et la renaissance des Ogokana en milieu dogon », in *Cauris*, dossier n° 1, p. 7.
- Dembélé, 1994, « La jacinthe d'eau, un nouveau fléau pour les cours d'eau du Mali », *Sahel Pwinfo* CILSS/UCTR/PV, 63, p. 12-14.
- Demé, Y., 1998, « Associations locales de gestion des ressources naturelles du Kelka », Mali, Londres, *Dossier Zones Arides* n° 74, IIED, 20 p.
- Diakitè, B. et Coulibaly, C., 2003-2004, Diagnostic participatif de la question foncière au Mali, Volume I : Rapport général, Association des Organisations Professionnelles Paysannes (A.O.P.P)/Université Mandé Boukari.
- Diall, A. M., 2000, Étude relative aux aspects juridiques et institutionnels de la gestion des questions environnementales, Bamako : Ministère de l'Équipement, de l'Aménagement du territoire, de l'Environnement et de l'Urbanisme.
- Diarra, A., Rapport national sur la mise en valeur des ressources en eau du Mali (Version provisoire). Bamako, Programme Mondial pour l'Évaluation des Ressources en Eau (WWAP), Direction nationale de l'hydraulique, 2004.
- DIARRA, D., 2004, Analyse des déterminants de la compétitivité du riz de l'Office du Niger sur les marchés nationaux et sous-régionaux. Bamako, Projet Trade – Mali/USAID, 87 p.
- Diarra, L., 1998, Étude environnementale de la zone de l'Office du Niger : aspects écologiques. Bamako, Ministère du Développement Rural et de l'eau, 79 p.
- Diawara, M., L'Office du Niger face à la décentralisation : hier et aujourd'hui, Working Paper on local Knowledge (Documents et Travaux sur le savoir local), n° 03, Point sud, Muscler le Savoir Local, Bamako, 2006.
- Dixon, J. A. & Sherman, P. B., *Economics of Protected Areas : a new look at benefits and costs*, Earthscan Publications Ltd, 1991, Londres. Sur le Web. : <http://www.wrm.org.uy/subjects/PA/textfr.pdf>
- Djiré, M., Assurer la sécurisation légale des transactions foncières : Quel rôle pour les intermédiaires et facilitateurs ? Étude de cas en zone périurbaine et dans le Mali-sud. To be published in FAO-NRLA (Land Tenure and Management Unit), « Legal Empowerment in Practice to Secure the Land Rights of the Poor », Resource CD, FAO Land Tenure Collection n° 3, 2008.

- Durand, B., Histoire Comparative des Institutions de l'Europe et de l'Afrique, Fascicule n° 7, Année Universitaire 1978-1979, Université de Dakar.
- Elliot, C., *Forestry certification : a policy perspective*, CIFOR (Center for International Forestry Research), 2000, Bogor, Indonesia.
- Elliot, C., Paradigmes et conservations de la forêt, 2001, Archives de documents, FAO. Sur Web : <http://www.fao.org/docrep/w2149f/w2149f03.htm>
- FAO, 2000, Actes de l'atelier international sur la foresterie communautaire en Afrique. La gestion forestière participative : une stratégie pour une gestion durable des forêts d'Afrique 26 au 30 avril 1999, Banjul Gambie, Rome, FAO, 423 p.
- Fournier, Y., Konaté, M. et Lapenu, C., Étude sur le crédit aux producteurs en zone cotonnière. Rapport de mission au Mali. MRSC. Bamako mai 2002, 101 p.
- GHENIS, Gestion hydrologique et environnementale du Niger superieur, Direction nationale de l'hydraulique et de l'eau (DNHE), projet Delft Hydraulics, Bamako, 2000-2002.
- GHIREX, Gestion intégrée, Hydrologie, Ressources et Systèmes d'Exploitation. Grand Programme 21, Département Eaux Continentales, 1997-2000, Orstom – IRD, Paris.
- GRAF, GRET, IIED (2002). Pour une sécurisation foncière des producteurs ruraux, Actes du séminaire international d'échanges entre chercheurs et décideurs, Ouagadougou, du 19 au 21 mars 200, 175 p.
- Griffiths, J., « What is legal pluralism ? », *Journal of Legal Pluralism* 24 : 1-55, 1986.
- Gueye, M. B., 1993, « Conflits et alliances entre agriculteurs et éleveurs : le cas du Goll de Fandène », Londres : IIED (dossier n° 49, Programme des zones arides), 20 p.
- HAGBERG, S., Between peace and justice – Dispute settlement between Karaboro agriculturalists and Fulbe agro – pastoralists in Burkina faso, Uppsala : Acta Universitatis Upsaliensis (Upsala Studies in Cultural Anthropology), n° 26, 264 p 1998.
- HESSELING, G., LE ROY, E., « Le droit et ses pratiques », in *Politique Africaine* n° 40, décembre 1990.
- Kebe, D. et Sidibe, k., Marie, c., Étude diagnostique de la crise des associations villageoises en zone CMDT. Rapport de recherche. IER/ESPGRN-Sikasso. Bamako juin 1998. 60 p. + Annexes.
- Konaté, D., 1999, *Les fondements endogènes d'une culture de la paix au Mali : Les mécanismes traditionnels de prévention et de résolution des conflits* in « Les fondements endogènes d'une culture de la paix en Afrique de l'Ouest : mécanismes traditionnels de prévention et de gestion des conflits », UNESCO. Sur le Web : <http://www.unesco.org/cpp/publications/mecanismes/edkonate.htm>.
- Rapport bilan de la réflexion stratégique des organisations de producteurs sur l'avenir de la filière coton au Mali, Forum National tenu les 25-26 et 27 avril 2005 à Bamako, GERAD/ CIEPAC, ACI-Lafiabougou.
- Plan de communication sur les réformes dans le secteur coton, Rapport final, décembre 2007, P.Y.R. PANACOM Mali.
- Noray M.-L., 2003, *Waza Logone : Histoires d'eaux et d'Hommes*, World Conservation Union-IUCN, 2003.
- Marty, A., 1993, « La gestion des terroirs et les éleveurs : un outil d'exclusion ou de négociation ? », in *Revue Tiers-monde* XXXIV (134), p. 327-344.
- MATCL, PAD, Helvétas, DDC, 2000, Guide pratique du Maire autorité de police administrative, Bamako.
- MDRE et ministère de l'Environnement (1998). Étude environnementale de la zone de l'Office du Niger. Gestion de l'eau. Ministère du Développement rural et de l'eau et Ministère de l'Environnement, Bamako, septembre 1998, 109 p.

- MDRE, 1998, Problématique agro-pédologique spécifique des grandes zones agroécologiques du Mali, Bamako, ministère du Développement rural et de l'eau.
- MDRE, 1999, Stratégie nationale de développement de l'irrigation, République du Mali, Bamako, août 1999, 76 p.
- MDRE, 2001a, Schéma directeur du secteur du développement rural (actualisation – Schéma Directeur du Secteur Développement Rural SDDR 2000-2010). Volume I : Situation du secteur du développement rural et bilan de la mise en œuvre du SDDR 1992-2000.
- MDRE, 2001b, Schéma directeur du secteur du développement rural (actualisation-SDDR 2000-2010). Volume II : stratégies de développement. CPS/MDR : Cellule de planification et de statistique du Ministère du Développement rural. Bamako, décembre 2001, 60 p. + Annexes.
- Moore, S. F., 1973, « Law and social change : the semi-autonomous field as an appropriate subject of study », *Law & Society Review* 7, p. 719-746.
- Niang, M., 1974, Réflexions sur le régime des terres au Sénégal, RSD.
- Pare, L., 1995, « Appropriation foncière et conflits entre villages voisins autour de la forêt classée du Téré (Burkina Faso) », in *Actions locales, enjeux fonciers, et gestion de l'environnement au Sabel*, Cahier du Cidep, n° 27, p. 241-252.
- Pospisil, L., 1958b, « Social change and primitive law : consequences of a Papuan legal case », *American Anthropologist* 60, p. 832-837.
- Pospisil, L., 1959, « Multiplicity of legal systems in primitive societies », *Bulletin of the Philadelphia Anthropological Society* 12, p. 1-4.
- Pospisil, L., 1963a, *Kapauku Papuan Economy*, New Haven : Yale University Publications in Anthropology, No. 67.
- Pospisil, L., 1963b, *The Kapauku Papuans of West New Guinea*, New York : Holt, Rinehart and Winston.
- Pospisil, L., 1965a, « A formal analysis of substantive law : Kapauku Papuan laws of land tenure », *American Anthropologist* 67 : 186-214.
- Pospisil, L., 1965b, « A formal analysis of substantive law : Kapauku Papuan laws of inheritance ». *American Anthropologist* 67 : 166-185.
- Pospisil, L., 1967, « Legal levels and multiplicity of legal systems in human societies » *Journal of Conflict Resolution* 11, p. 2-26.
- Pospisil, L., 1973, E. Adamson Hoebel and the anthropology of law. *Law and Society Review* 7, p. 537-559.
- Pospisil, L., 1981, Modern and traditional administration of justice in New Guinea. *Journal of Legal Pluralism* 19, p. 93-116.
- PRECONS, 1997, « Décentralisation et approche participative pour l'application des mesures de CE/DRS au Sahel », *Actes de l'atelier régional d'échanges*, Sao dos organas, Cap-Vert, Commission Européenne, Deutsche Forstservice GmbH, p. 201-209.
- Quotidien national : *L'Essor* n° 3323 (1960).
- Rangan, H., 1997, « Property vs Control: The State and Forest Management in the Indian Himalaya », *Understanding the Role of the State in Forest Management*, Development and change, 28, p. 71-94.
- Rapport de terrain projet IRAM du GERSDA 'FSJE', Université de Bamako, 2007, équipe de Koutiala.
- Rapport de visite du 2 avril au 25 mai de l'inspecteur du service général des textiles et de l'hydraulique agricole. Archives ON Ségou Dossier 314/3.
- Rapport de visite du 2 avril au 25 mai de l'inspecteur du service général des textiles et de l'hydraulique agricole. Archives ON Ségou Dossier 314/3.
- Roche-gude, A., 1977, « Tendances récentes du droit de la terre en République du Mali », *Revue internationale de droit comparé*, volume XXIX, Numéro 4, p. 721-746. Sur le Net. : http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/ridc_0035-3337_1977_num_29_4_17058

- Rochegude, A., 2002, « Foncier et décentralisation. Réconcilier la légalité et la légitimité des pouvoirs domaniaux et fonciers », *Cahiers d'Anthropologie du Droit*, p. 15-43.
- Sauter, G. et Péliissier, P., 1964, « Pour un atlas des terroirs africains : structure-type d'une étude de terroir », avec Paul Péliissier, *L'Homme*, Paris, vol. IV, n° 1, p. 56-72.
- Schmitz, J., 1993, « Anthropologie des conflits fonciers et hydropolitique du fleuve Sénégal (1975-1991) », *Cahier des Sciences Humaines*, Vol. 29 (4), p. 591-623.
- Scoones, I. and Cousins, B., 1994, Struggle for control over wetland resources in Zimbabwe, *Society and Natural Resources*, vol. 7, n° 6, p. 579-593.
- Sissoko S.M., *Traits fondamentaux des sociétés du Soudan occidental du XVIIe siècle au début du XIXe siècle*, Bulletin de l'Institut Fondamental d'Afrique Noire, Série B, Sciences Humaines Tome XXXI, n° 1, 01, 1969.
- Sissoko, S-M., Traits fondamentaux des sociétés du Soudan occidental du XVII, au début du XIX, siècle, *Bulletin de l'Institut Fondamental d'Afrique Noire*, Série B, Sciences Humaines, Tome XXXI, n° 1, janvier 1969
- Sohier, 1954, *Traité élémentaire du Droit Coutumier du Congo-Belge*, Bruxelles.
- Soumaré, S., 1995, « Bouani, Un cas d'imbraglio foncier entre divers acteurs (Mali) », in *Actions locales et enjeux fonciers, et gestion de l'environnement au Sahel*, Cahier du Cidep, n° 27.
- Tall, E-H. O., Traoré, M., Yazon, G., Bloch, P., 2002, Étude sur la problématique foncière dans les périmètres irrigués au Mali, *Working paper* n° 50-F, University of Wisconsin-Madison (USA).
- Traoré, O., Étude Loi d'orientation agricole : Textes d'application au chapitre II, titre IV relatifs au foncier agricole, Rapport MCA Mali, 6 février 2008.
- Traoré, O.. « Quand les ancêtres visitent le foncier ? » MCA Mali, *Journal Impact* (s. d.).
- Traoré, O., Mali-États-Unis : Une coopération d'un genre nouveau ; relancer la croissance avec le foncier, MCA Mali, *Journal Impact*, août 2008.
- Traoré, O., Communication sur la dévolution des biens aux collectivités territoriales, Rapport/Communication, ministère du Logement, des Affaires Foncières et de l'Urbanisme, 2008.
- Traoré, N'G., « Quel avenir pour l'agriculture et la paysannerie au Mali dans le contexte de la Mondialisation ? », Séminaire du Forum du Tiers-monde : Les avenir des agricultures et des paysanneries en Afrique de l'Ouest, Rapport d'exécution, Volume II, Dakar du 02 au 5 novembre 2004. Voir le site : <http://www.forumtiersmonde.net/fren/index.php>
- Traoré, S., 1985, « Corpus Soninké : parenté et société », *Dictionnaire d'Anthropologie Juridique*, Paris, LAJP.
- Traoré, S., 1986, « Aspects fonciers de la vallée du fleuve Sénégal : les droits coutumiers face à l'État. Exemple de la zone soninké du Gajaaga », Communication au séminaire sur la NPA, Dakar CREA, Fondation FORD.
- Traoré, S., 1996, « Problems in pastoral land use management related to tenure : problems versus basic practices », in *Managing land tenure and resource access in West Africa*, p. 187 – 193. Proceedings of a regional workshop, Université de Saint-Louis, Gorée, Senegal, 18 – 22 Nov. 1996, GRET-Paris and IIED-London. URED, 357 p.
- Université Mandé Bukari, 2008, « Les actes du Colloque : « Pour l'Office du Niger ! Mais quel Office du Niger ? » 1^{er} et 2^e parties, *Les cahiers de Mandé Bukari*, revue trimestrielle de l'Université Mandé Bukari, n° 10, 1^{er} trimestre et n° 11, 2^e trimestre.
- Université Mandé Bukari, 2003, « Décentralisation et développement local », *Les cahiers de Mandé Bukari*, revue trimestrielle de l'Université Mandé Bukari, n° 1, 1^{er} trimestre.
- Université Mandé Bukari, 2006, « Questions de gouvernance », *Les cahiers de Mandé Bukari*, revue trimestrielle de l'Université Mandé Bukari, n° 04, 3^e trimestre.
- Verdier, R., 1971, « Évolution et réformes foncières de l'Afrique noire francophone », *Journal of African Law*, Vol. 15, No. 1, p. 85-101.

- Wim, V. C., Jan, H., Pietder Poel, V., *D'un aménagement anti-érosif des champs à la gestion de l'espace rural : un premier pas dans la zone cotonnière du Mali-sud ?* Pays-Bas : Amsterdam, Institut Royal des Régions Tropicales, 1988.
- Winter, M., *La gestion décentralisée des ressources naturelles au Sabel : bilan et analyse*, Londres, IIED, Dossier Zones Arides n° 81, 24 p, 1998.
- World Vision, Rapport final de l'Atelier sur la gestion participative des ressources naturelles agro-sylvo-pastorales, Bla du 28 au 29 juin 2007.

Archives

Archives coloniales

- Clozel, M.F.J., 1860-1918 ; Meniaud, Jacques, 1877, volume I.
- Conférence de Zamblara du 6 mars 1931, Archives Office du Niger, Ségou, Dossier 314/5 No. 438.
- Extrait du Bulletin d'information et de renseignement du gouvernement général de l'AOF (11 mai 1936).
- Gazette coloniale maritime No. 10 du 6 mai 1938, Archives Office du Niger, Ségou Dossier 214/12/14.
- Haut-Sénégal-Niger (Soudan Français) : séries d'études (1912).
- Institut colonial de Marseille, Palais de la bourse, Études d'Outre-Mer (anciennement « cahiers coloniaux »)
- Office du Niger, janvier-février 1952, n° 1-2, Dossier n° 22, Archives Office du Niger, Ségou.
- Mémoire à l'usage des instituteurs de colonisation des centres cotonniers, Archives Office du Niger, Ségou 385/2.
- Rapport de visite du 2 avril au 25 mai de l'inspecteur du service général des textiles et de l'hydraulique agricole, Archives Office du Niger Ségou Dossier 314/3.
- Rapport de l'inspecteur de la France d'Outre-Mer à Monsieur le haut-commissaire de la République en AOF (Affaire Mamadou Sangaré et problèmes de colonisation à l'ON) du 24 février 1954, Archives Office du Niger, Ségou, Dossier 111.
- Taux de peuplement culture intensive et statut du paysannat de l'Office du Niger, Rémi Madier, Archives Office du Niger Dossier 65/1.

Archives de l'après indépendance

- René Dumont, Rapport de visite à l'Office du Niger, mars 1961, Archives Office du Niger, Ségou, Dossier 138/2.
- Rémi Madier, Note sur l'état du colonat, novembre 1960, Archives Office du Niger, Ségou, Dossier 132/1.
- P. Vignier, ancien Directeur Général de l'Office du Niger, Note sur Émile Béline, Nérac le 29 mai 1989, Archives Office du Niger, Ségou.
- Ferdinand Traoré, Notes sur l'organisation autour de l'entretien et de la gestion de l'eau, 3 juillet 1995, Archives Office du Niger, Ségou.

Archives tribunaux

- Justice de Paix à Compétence Étendue de Bla, Décision jugement n° ADD 03, n° 34/03/RG, Audience Civile du 29 janvier 2004.
- Justice de Paix à Compétence Étendue de Bla, Décision Jugement n° 31/05, n° 34.03/RG, Audience Civile du 10 novembre 2005.
- Cour Suprême du Mali, Section Administrative, Tribunal Administratif (Bamako) : Jugement n° 46 du 11 juillet 2000.

Lois et Décrets

Décrets coloniaux

- Décret du 20 juillet et du 5 août 1900 créant le domaine en AOF ;
 Décret du 23 octobre 1904 sur les terres vacantes et sans maître ;
 Décret du 6 juillet 1906 ;
 Décret du 8 octobre 1925 instituant un mode de constatation des droits fonciers des indigènes ;
 Décret du 28 septembre 1928 relatif au domaine public en AOF ;
 Décret du 26 juillet 1932 créant procédure sur l'immatriculation foncière ;
 Décret du 26 juillet 1932 réorganisant le régime de la propriété foncière en Afrique Occidentale Française ;
 Décret du 5 janvier 1932 portant création de l'Office du Niger ;
 Décret du 1935 sur les terres vacantes et sans maître ;
 Décret 55-580 du 20 mai 1955 portant réorganisation foncière et domaniale en Afrique Occidentale française.

Lois et décrets de l'après indépendance

- Décret 59 PG. RM du 19 mai 1972 portant création de l'Opération Riz Ségou, JO. RM, 1972, p. 110.
 Décret 62 PG. RM du 26 mai 1972 portant création de l'Opération Mil Mopti, JO. RM, 1972, p. 268.
 Décret 116 PG. RM du 16 sept. 1972 Portant création Opération Arachide, JO. RM, 1974, p. 455.
 Décret 115 PG. RM du 16 sept. 1972 portant création Opération pêche, JO. RM, 1972, p. 557.
 Décret 114 PGRM du 16 sept. 1972 portant création Opération Aménagement et production forestière, JO. RM, 1972, p. 556.
 Décret 113 PG. RM du 16 sept. 1972 portant création Opération Aménagement du Parc National de la Boucle du Baoulé, JO. RM, 1972, p. 555.
 Décret 12 PG. RM du 28 janv. 1974 portant Opération zone Lacustre JO. RM, 1974, p. 152.
 Décret 117 PG. RM du 16 sept. 1972, portant création Opération haute vallée, JO. RM, 1972, p. 559.
 La Constitution de la III^e République du Mali du 25 février 1992.
 Loi n° 86-91/AN-RM du 12 juillet 1986 portant sur le code domanial et foncier
 Code domanial ordonnance n° 00-027/P-RM du 22 mars 2000
 Décret n° 768/P-RM du 29 décembre 2008 fixant les modalités d'enregistrement et d'immatriculation des exploitations agricoles familiales et des entreprises agricoles.
 Décret n° 09-011/P-RM du 19 janvier 2009 fixant les attributions, la composition et les modalités de fonctionnement des commissions foncières locales et communales.
 Décret n° 02-313/P-RM du 4 juin 2002 fixant les détails des compétences transférées de l'État aux collectivités territoriales en matière d'éducation.
 Décret n° 02-314/P-RM du 4 juin 2002 fixant les détails des compétences transférées de l'État aux collectivités territoriales des niveaux communes et cercles en matière de santé.
 Décret n° 02-315/P-RM du 4 juin 2002 fixant les détails des compétences transférées de l'État aux collectivités territoriales en matière d'hydraulique rurale et urbaine.

- Décret 96-010/P-RM pour les réserves piscicoles.
 Décret 97-052/P-RM pour les titres de chasse.
 Décret 97-057/P-RM pour les conseils de pêche.
 Décret n° 96-188/P-RM portant organisation de la gérance des terres affectées à l'Office du Niger.
 Loi 06-045 du 5 septembre 2006 portant loi d'orientation agricole ;
 - Guide pratique des principales mesures de la loi d'orientation agricole.
 Loi n° 01-076 du 18 juillet 2001 régissant les sociétés coopératives en République du Mali
 Loi n° 02-006/du 31 janvier 2002 portant code de l'eau.
 Loi n° 88-62/AN-RM du 10 juin 1988.
 Loi n° 91-047 AN-RM du 23 février 1991 relative à la protection de l'environnement et du cadre de vie et son décret d'application.
 Loi n° 93-008 AN-RM du 11 février 1993.
 Loi n° 95-034/AN-RM du 12 avril 1995 portant code des collectivités territoriales, modifiée par la loi n° 98-010 du 10 juin 1998 et modifiée par celle n° 98-066 du 30 décembre 1998.
 Loi n° 96-050 du 16 octobre 1996 portant principes de constitution et de gestion du domaine des collectivités territoriales qui a modifié la loi n° 93-008 AN-RM.
 Loi n° 96-050 du 16 octobre 1996 portant principes de constitution et de gestion du domaine des collectivités territoriales qui a modifié la loi n° 93-008 AN-RM.
 L'ordonnance n° 60 CMLN du 11 novembre 1969 portant code de chasse.
 Loi 86-46/AN-RM du 21 mars 1986 rendant obligatoire l'installation et l'utilisation d'un foyer amélioré et fixant le taux d'une taxe de défrichement ;
 Loi n° 63-7 AN-RM du 11 janvier 1963 relative à la pêche;
 Loi n° 68-8 AN-RM du 17 février 1968 portant code forestier ;
 Loi n° 86-42/AN-RM du 24 mars 1986 portant code forestier ;
 Loi n° 86-43/AN-RM du 24 mars 1986 portant code de chasse et de conservation de la Faune et de son habitat ;
 Loi n° 86-66/AN-RM du 26 juillet 1986 portant code de feu.
 Loi n° 95-03/AN-RM du 18 janvier 1995 portant organisation de l'exploitation, du transport et du commerce du bois ;
 Loi n° 95-031/AN-RM du 20 mars 1995 fixant les conditions de gestion de la faune sauvage et de son habitat ;
 Loi n° 95-032/AN-RM du 20 mars 1995 fixant les conditions de gestion de la pêche et de la pisciculture.
 Loi n° 95-04 AN-RM du 18 janvier 1995 fixant les conditions de gestion des ressources forestières.

Personnes Interviewées (Liste non exhaustive)

Bamako

Richard Toé, traditionniste mandingue

Bla

Abdou Tangara

Le vice-président du conseil de cercle

Benôkô Coulibaly, responsable d'OP (interview)

Ségou (représentants ON)

Fafré Diarra (DADR/ON)

Seydou Dembélé, Chef unité Cadastre/ON

Lassana Keïta, Responsable entretien/ON

Idrissa Soumounou Ingénieur Hydrolyque/ON

Mairie de Niono

Le Maire : Aboubacar Fomba

Le SEGAL : Moussa Koné

Niono

Faliry Boly, Secrétaire Général du Sexagon, Niono

Koké Diarra, Fonds d'entretien du Comité Paritaire

Abdoulaye Coulibaly, (C. P)

Lassina Dembélé (C.P.)

Moussa Ongoïba, (C.P.)

Modibo Diarra (Chef service conseil rural)

Fadjigui Fané (Responsable Suivi et évaluation)

Amadou Bouaré (Délégué de Zone)

N'Débougou

Djédjé Fofana (Service Administration Financière)

Julien Kamaté (Chef intérieur service gestion eau)

Membre du Comité Paritaire de N'Débougou

Lamine Coulibaly (Fonds d'entretien)

Moulaye Konaté (terre)

Mamadou Diallo (Terre)

Fanta Mady Camara (Terre)

Abdoulaye Diop (Terre)

Mady Porgo (Entrétien)

Moussa Mariko (Terre)

Molodo

Salif Ouédraogo (Responsable promotion des organisations paysannes)

Mme Kouriba Diénéba Diarra (Directrice de la zone de Molodo)

Moussa lassana Sidibé (chef gestion de l'eau)

Auguste Drago (Evaluation Suivi)